

RÉSUMÉ ANALYTIQUE

La plupart des institutions de microfinance ont pour objectif de fournir des services financiers aux pauvres, mais beaucoup d'entre elles finissent par être au service des plus nantis parmi les pauvres, au lieu de se mettre au service des plus pauvres. Ce constat a suscité un intérêt accru pour les méthodologies et les produits susceptibles d'approfondir la portée des services financiers offerts par les systèmes financiers décentralisés. Eu égard au caractère limité des éléments tangibles qui permettent d'évaluer la portée des institutions de microfinance, il importe que les dirigeants fassent preuve d'un engagement ferme et que des outils de ciblage pertinents soient utilisés. En général, il est admis que la forme institutionnelle revêt une certaine importance et que ce sont les institutions de microfinance constituées sous forme d'organisations non-gouvernementales, qui sont les plus à même de travailler avec des clients pauvres. Afin de vérifier cette hypothèse, la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) et le Groupe Consultatif d'Assistance aux Pauvres (CGAP) ont réalisé une étude conjointe portant sur six Systèmes Financiers Décentralisés du Sénégal (SFD). Dans ce cadre, des enquêtes ont été menées auprès d'environ 1 500 ménages vivant dans les communautés où ces institutions sont implantées, en vue d'évaluer la portée de leurs interventions. Les institutions concernées par l'étude sont les suivantes : le PAMECAS, l'ACEP et le CMS qui sont tous des réseaux de mutuelles, la FDEA, une ONG, la MUSO-FENAGIE, une coopérative intervenant dans plusieurs domaines, et le PAME, un programme gouvernemental.

Pour les besoins de l'étude, l'outil d'évaluation de la pauvreté, élaboré par le CGAP, a été utilisé en vue de déterminer les niveaux de pauvreté des nouveaux clients des institutions de microfinance par rapport à des groupes de contrôle de non-clients. La méthodologie définie par cet instrument se fonde sur la réalisation d'enquêtes quantitatives à l'aide de questionnaires pré-structurés soumis aux ménages en vue de saisir les indicateurs clés de pauvreté. Dans le cadre de l'étude, des comparaisons ont été faites entre le groupe d'étude, le groupe de contrôle et les moyennes nationales par le biais de l'analyse en composante principale qui a permis d'élaborer deux indices composites de pauvreté, l'un prenant en compte les caractéristiques relatives à l'habitat tandis que l'autre les exclut. Le contrôle des données relatives à l'habitat effectué dans le cadre du second indice est destiné à renseigner sur le niveau de pauvreté des clients indépendamment des variables à caractère communautaire qui peuvent affecter leur bien-être.

L'étude est parvenue à la conclusion selon laquelle la forme institutionnelle des SFD ne semble pas avoir un effet déterminant sur la portée des interventions. Que les données relatives à l'habitat soient prises en compte ou non, la FENAGIE est apparue comme l'institution dont les interventions ont la portée la plus profonde, alors que le PAMECAS comptait le plus grand nombre de clients appartenant au tercile le moins pauvre. De la même manière, selon les deux indices composites, la majeure partie des clients de FENAGIE appartiennent au tercile le plus pauvre alors que pour le PAMECAS, la situation est inverse. Ces deux institutions sont des mutuelles mais leur différence fondamentale semble provenir du choix de leurs localités et des communautés d'intervention. Le PAMECAS est implanté sur plusieurs sites tandis que la FENAGIE travaille exclusivement avec les communautés de pêcheurs, qui vivent, en général, dans des zones rurales pauvres et sont le plus souvent marginalisés au plan économique.

L'analyse des données relatives aux autres institutions corrobore le constat selon lequel les institutions implantées dans les zones rurales parviennent à mieux atteindre les clients les plus pauvres. La FDEA, l'autre institution de l'échantillon implantée en zone rurale, vient en seconde position, en termes de portée des services offerts, lorsque les données relatives à l'habitat sont prises en compte. Mais, quand ces données ne sont pas prises en compte pour contrôler les différences au niveau du profil économique des clients liées aux facteurs environnementaux, le PAME, un programme gouvernemental basé en zone urbaine, arrive en seconde position en termes de clientèle pauvre.

Ces constats mettent en exergue l'importance qu'il convient d'accorder au contrôle des variables au plan communautaire lorsqu'il s'agit d'analyser les niveaux de pauvreté. Ils prouvent également qu'il est possible d'identifier et de travailler avec des clients vulnérables, même dans des zones où les populations sont relativement aisées. Ces conclusions démontrent également que, pour les institutions de microfinance, le ciblage des groupes socio-économiques particuliers a un impact sur leur intervention. En effet, la FENAGIE travaille avec des clients exerçant une activité liée à la pêche, tandis que la FDEA cible les femmes, le PAME ayant été créé pour offrir du crédit à certaines couches défavorisées des populations urbaines.

Toutefois, il importe également de retenir que la notion d'échelle revêt une importance indéniable. En effet, le pourcentage de clients pauvres que comptent l'ACEP et le PAMECAS, deux des plus grandes institutions de l'échantillon, n'est certes pas le plus élevé, mais les résultats qu'elles enregistrent en termes absolus sont tout aussi significatifs. En effet, en extrapolant, sur la base de l'enquête réalisée, il est estimé que l'ACEP et le PAMECAS auraient atteint respectivement 18 000 et 22 000 ménages pauvres. Ce dernier chiffre correspond au nombre de ménages les plus pauvres touchés par la FENAGIE dont la clientèle est essentiellement constituée de personnes considérées comme très pauvres. De même, le nombre de ménages touchés par le CMS qui a un nombre élevé de clients est estimé entre 36.000 et 50.000, soit un chiffre équivalent à celui de l'ensemble de la clientèle de la FENAGIE. Ce résultat montre que, pour atteindre les clients pauvres, le volume des interventions est tout aussi important que les méthodes de ciblage utilisées.

Un autre résultat qui mérite d'être souligné provient de l'analyse de la pauvreté unidimensionnelle, qui a démontré que les clients composant l'échantillon sont, en général, plus riches que la moyenne nationale en ce qui concerne les indicateurs relatifs au capital humain, alors qu'ils sont généralement moins nantis en termes de biens corporels et d'avoirs financiers. Cela signifie que les clients qui disposent de plus de ressources intellectuelles, psychologiques ou sociales peuvent être mieux placés pour contracter des engagements auprès des fournisseurs de services financiers, en dépit de leur situation économique - ce dernier constat constitue un nouvel aspect qui peut être important pour les institutions de microfinance dans le cadre des efforts qu'elles déploient pour atteindre les clients marginalisés.